

Rapport de la 8^{ème} mission suisse pour la protection du peuple palestinien

Du 22 décembre 2002 au 4 janvier 2003

Valentina , Josepha , Maryse , Michèle , Marie-Hedwig , Patrick , Sidarus .

Jérusalem, 23 décembre 2002

New Imperial Hôtel, Porte de Jaffa

Arrivée à L'hôtel vers 06h00 du matin après un passage relativement facile à l'aéroport de Ben Gourion. Ce vieil hôtel possède des volumes énormes, des salles de réunion se succèdent à tous les étages. A cette heure tout est calme, mais nous verrons bientôt la ruche des militants en action, qui se retrouvent pour narrer les derniers événements de la mission. L'hôtel est dans le clan des pacifistes, les nombreuses affiches et messages affichés sur les murs en témoignent. Une grande réunion est organisée avec le coordinateur palestinien qui présente le programme des deux prochaines semaines. Les 5 Suisses allemands sont aussi présents.

Visite des colonies de Jerusalem

Les 60 participants aux missions passent le reste de la journée à visiter les colonies et les camps autour de Jérusalem. Les camps sont misérables, démunis, n'ont aucune existence légale et ne bénéficie donc pas de services municipaux. Le 12 juillet dernier, 300 soldats détruisent 17 maisons à l'aide de bulldozers. Les colonies, par contre, sont flamboyantes neuves.



Meeting

Le même soir, un premier meeting est organisé avec des opposants à la politique israélienne. Ils expliquent que les Palestiniens sont prisonniers dans 200

petits îles, déconnectées les unes des autres. Une première présentation de la construction du mur est faite. L'organisation Ta'ayoush se présente : son nom signifie « vivre ensemble ». Elle existe depuis 2 ans et s'oppose à l'occupation israélienne. Plusieurs de leurs actions ont lieu dans les territoires occupés, malgré le fait qu'ils risquent l'emprisonnement pour y être allés.

Bethléem, 24 décembre 2002

Les missions participent à une manifestation organisée par Ta'ayoush dans la ville de Bethléem. Le but est d'escorter un camion de jouets pour les enfants palestiniens. Le cortège se forme. Dans les rues qui conduisent à la place de la Nativité les gens nous font, parfois discrètement, des signes amicaux et le « V » de la victoire. Sur la place de la Nativité l'ambiance change, l'accueil manque de chaleur : on ressent comme un malaise, des adultes nous regardent interrogateurs, critiques ou moqueurs, des gosses mendient. On est abordé par des marchands ambulants qui proposent des bijoux, et différents objets. Ici les gens semblent pauvres, ils ont surtout l'air triste. On apprend après que les Palestiniens assimilent tous les Israéliens et que Ta'ayoush n'est de ce fait pas apprécié. Quelques mots échangés plus tard avec le chauffeur du bus nous confirmeront cela.

Conférence avec Michel Warshawsky

Orateur talentueux cet Israélien militant de la paix illumine la soirée par son analyse de la situation. Fatigué, il nous prévient qu'il limitera son intervention à quelques dizaines de minutes. En réalité il parlera pendant plus de deux heures devant un public captivé et répondra encore aux questions posées.

Jayous, 25 décembre 2002

Un groupe d'une vingtaine de personnes dont les Suisses a pour mission de se

rendre à Jayous - gros bourg de 3'000 habitants situé sur le tracé de construction du mur. On emprunte une route interdite aux Palestiniens, elle permet d'éviter Ramallah et ses check-points et dessert les colonies de la région. Jayous est situé à 5 ou 6 km de la ligne verte, à peu près à la hauteur de Tel Aviv dont on aperçoit les tours à l'horizon. Le village vit aisément de son agriculture et d'un peu d'élevage. Les terres agricoles sont localisées dans la vallée entre la ligne verte (frontière de 67) et le futur mur. Elles sont riches et bien irriguées. Les cultures maraîchères sont en partie sous serres, on trouve des tomates, des concombres, des choux, des pommes de terre, etc. Des vergers d'oliviers, d'orangers, de citronniers, de mandariniers occupent le reste des terres cultivées. Le contact se fait rapidement avec les habitants qui nous parlent du mur et des expropriations qu'il entraîne. Les villageois sont agressés lorsqu'ils se rendent sur leurs terres. Au printemps prochain, ils seront ruinés. Israël veut les contraindre à l'exode. Les villageois nous guident en direction du chantier. A environ 150 mètres des dernières maisons, des bulldozers, des pelleteuses, d'énormes engins préparent le lit du mur sous la protection de quelques gardes armés. Le tracé large d'une cinquantaine de mètres passe par les plantations d'oliviers qui sont systématiquement arrachés. Les paysans qui nous accompagnent semblent désespérés.



On rencontre quelques jeunes, l'air très décidé qui affirment qu'ils ne partiront pas. En rentrant, le groupe est scindé en deux et la 8^{ème} mission suisse est invitée à déjeuner chez Issam le responsable du comité de défense contre le mur.

L'ambiance est détendue, le repas se fait aux chandelles, l'électricité est fournie par un groupe électrogène qui ne fonctionne pas en continu. Issam est ingénieur hydraulicien, formé aux Pays-Bas Il travaille à Ramallah pour l'autorité palestinienne, il nous dit avoir beaucoup de difficultés pour se rendre à son bureau et devoir souvent rester loin de sa famille pendant plusieurs jours. Le soir nous logeons chez Issam qui nous informe qu'un groupe de paysans nous sollicitent pour les accompagner le lendemain sur leurs terres. La veille l'un d'eux a essuyé des coups de feu.

Jayous, 26 décembre

Protection des paysans

Ce matin dès 7 heures l'ensemble du groupe est prêt. Nous encadrons le tracteur et escortons les paysans jusqu'à leurs serres. C'est sans doute la dernière récolte qu'ils feront, l'été prochain le mur sera construit. Est-ce dû à notre présence ? aujourd'hui les gardes israéliens ne se montrent pas et à part la boue du chemin tout se passe bien.



Association culturelle de Jayous

De retour au village, les membres de l'association culturelle du village nous exposent leurs projets. L'association a été créée pour aider les personnes en difficulté et surtout pour renforcer la solidarité entre les habitants de Jayous et les convaincre de rester.

Projet de création d'une coopérative : ils souhaitent créer une coopérative de distribution pour échapper aux produits fournis par les Israéliens très chers et dont la date limite d'utilisation est souvent dépassée.

Projet de création d'une entreprise de production : ils souhaitent créer un atelier de couture pour fournir une aide aux familles en difficulté et en particulier aux femmes dont les maris ont été emprisonnés ou tués par Israël (30 hommes sont en prison, et 3 ont été tués depuis le début de l'Intifada).

Projet de création d'un club internet : disposant d'un local, ils souhaitent l'équiper d'une dizaine d'ordinateurs pour offrir une ouverture sur le monde et surtout permettre aux étudiants empêchés de se déplacer de suivre leurs cours.

Projet d'acquisition d'un camion citerne pour le transport de l'eau potable. Le village et les villages voisins ont perdu 7 puits artésiens situés de l'autre côté du mur. La loi interdisant aux Palestiniens de forer de nouveaux puits sur leur territoire, ils sont donc condamnés à acheter l'eau et la stocker en citerne.

Projet d'acquisition d'un véhicule de vidange des fosses.

Qalqiliya

A Qalqiliya (40'000 habitants) le mur est construit et encercle la ville. On décide de s'y rendre. On nous apprend que la ville est bouclée et sous couvre-feu. Des maisons ont été brûlées et des Palestiniens blessés. Le check-point est fermé. Nous éternuons, nous avons les yeux qui piquent parce que les Israéliens ont tiré des lacrymogènes, la ville est pourtant éloignée de plusieurs kilomètres. Nous envoyons une délégation pour négocier. Le soldat prétend qu'il attend des ordres de son supérieur. Une ambulance se présente, un soldat hurle un ordre, il fait descendre tout le monde, il ne parle pas, il aboie, il refoule plusieurs personnes. Nous nous approchons pour observer, il nous demande de nous éloigner et de retraverser la route. Comme nous ne voulons pas compromettre notre passage, nous obtempérons. Pendant tout ce temps, dissimulés par un filet de protection, nous sommes surveillés par un ou plusieurs soldats perchés dans un mirador. Il règne dans la ville une atmosphère étrange, le bitume défoncé est marqué par l'empreinte des chars. La pression de l'occupation doit être encore plus terrible ici. Le maire nous reçoit chaleureusement, explique en détail la

situation, nous offre à boire. A pied on se rend près du mur qui encercle déjà la ville. Il est constitué de plaques de béton de huit mètres de haut. Tous les 200 ou 300 mètres, un mirador permet de surveiller le no man's land d'une cinquantaine de mètres qui longe le mur et pour lequel on a détruit de nombreuses maisons et exproprié des terrains. Sur la route du retour le chauffeur de taxi nous montre un pâté de maisons que les Israéliens ont dynamité. L'un des habitants est accusé d'avoir tué 3 soldats. Ce matin, l'armée est venue dynamiter la maison d'un responsable politique palestinien, le chauffeur nous y conduit. Le check-point est franchi de nuit, c'est encore plus impressionnant, les ordres sont aboyés depuis un mirador. Le soldat nous hurle de nous arrêter et de l'attendre. Présentation des passeports.

A Jayous, Issam nous accueille avec sa gentillesse et nous héberge une nuit de plus.

Jérusalem, 26 décembre 2003

Les 3 derniers participants de la mission suisse atterrissent à Tel Aviv.

Le reste des missions étant éparpillé dans la Palestine, cette attente nous permet de nous balader dans Jérusalem et de découvrir cette ville plein de symboles. Nous passons du quartier arabe au quartier chrétien, en passant par le juif. Jérusalem est prenante, un sentiment étrange nous traverse quand nous foulons les pavés de la vieille ville.



Les groupes de touristes sont peu nombreux, ce sont surtout des juifs français ou américains que l'on croise. Ils sont protégés par une milice de très jeunes Israéliens. Ils se promènent systématiquement avec des armes automatiques en bandoulière. Quand nous arrivons au mur des lamentations, nous assistons à la relève de la milice. Une vingtaine de jeunes s'en vont, ils n'ont pas 20 ans !



L'esplanade des mosquées n'est plus accessible, les soldats israéliens empêchent les touristes de s'y rendre sous prétexte que d'éventuels fondamentalistes juifs pourraient y pénétrer. Seuls les musulmans peuvent y accéder par le haut. Dès que la nuit tombe, les quelques juifs qui traversent la vieille Jérusalem, le quartier arabe, sont escortés par des hommes en armes. De nombreux juifs passent sur les toits du quartier arabe où ils occupent des maisons. Depuis le haut, ils jettent des objets, c'est pourquoi on ne voit le ciel

qu'à travers un grillage quand on circule dans le souk.



La maison de Sharon dans le quartier Arabe est un véritable affront. Un immense drapeau israélien pend le long de la façade et un chandelier à 7 branches, objet symbolique du culte juif, trône sur le toit.



Ezbet Salman, 27 décembre 2002

Le programme de la mission est de se rendre à Tel Aviv pour participer à une manifestation organisée par Ta'ayush. Rhadika, une américaine volontaire de l'International Solidarity Movement, basée à Jayous nous apprend qu'à Ezbet Salman, un village de 1'000 habitants proche du mur, des soldats sont venus détruire l'une des deux citernes d'eau potable. Les villageois s'attendent à ce qu'ils détruisent aussi la deuxième. La mission se sépare. Certains se rendent à Ezbet Salman alors que le reste se rend aussitôt à Tel Aviv. Arrivés dans le village, nous ne pouvons que constater les dégâts. Le réservoir a été perforé à plusieurs endroits, les pieds brisés, il est affaissé sur le côté. Ce soir 500 habitants seront privés d'eau potable. La pression des Israéliens s'accroît tous les jours un peu plus. Certains habitants finiront-ils par partir ?

Tel Aviv, 27 décembre 2002

Cette journée est consacrée à la solidarité avec les organisations pacifistes israéliennes, notamment les femmes en noir, Ta'ayoush, Gush Shalom. Les femmes en noir se rassemblent régulièrement pour dénoncer l'occupation israélienne. Les internationaux se joignent à elles. On assiste aux insultes des passants et des automobilistes qui considèrent les pacifistes comme des traîtres. Le courage de ces femmes de tout âge est exemplaire, elles sont malheureusement très peu nombreuses.



Petit à petit, nous nous positionnons sur les trottoirs environnants et sommes pris à partie par des Israéliens parlant français. Ceux-ci nous demandent ce que nous faisons là. Certains sont très agressifs, d'autres entament un dialogue avec nous. Ils ont pourtant tous le même discours sécuritaire, se positionnant toujours comme les victimes de ce conflit. Les Palestiniens sont, pour tous nos interlocuteurs, responsables de ce conflit, pour certains ils sont même un sous-peuple (« une terre sans peuple pour un peuple sans terre », disaient les premiers sionistes). Comme aucun d'eux n'est jamais allé dans les territoires occupés, ils n'ont qu'une seule vision des choses. Ils disent que nous sommes manipulés, mais eux ? Nous leur racontons des faits...ils sont incrédules. Ils sont persuadés que leur armée est vertueuse, qu'aucune exaction n'est commise. Que répondent-ils aux témoignages suivants : le mitage des territoires par les by-pass roads, les Palestiniens qui sont obligés de contourner les routes israéliennes dans la boue pour se rendre dans le village voisin ? Sur la vie des Palestiniens qui est rendue impossible par les innombrables check points et couvre-feux ? Par la vie misérable des habitants de Naplouse qui subissent un couvre feu depuis plus de 100 jours et par ceux de Hébron qui vivent

sous un couvre feu total (jour et nuit) depuis un mois et demi ? 400 colons au centre de Hébron, protégés par 1500 soldats font la loi ! Que les tirs de l'armée israélienne et des milices des colonies sur les maisons palestiniennes sont quotidiens et terrorisent les enfants ?

Ils sont tous convaincus que le mur va permettre d'arrêter les terroristes. Pourtant, il paraît évident que ce n'est pas les kamikazes qui seront arrêtés par le mur, mais la population dans son ensemble. Les Palestiniens sont profondément choqués par la construction de ce mur de la honte qui ne fait qu'exacerber les tensions dans les territoires.

Pour les Israéliens rencontrés, le principe de punition collective et d'humiliation du peuple palestinien ne semble pas poser problème.

Rencontre avec Gush Shalom et Ta'ayoush

Ta'ayoush organise des manifestations contre l'occupation et soutient les municipalités arabes qui ne bénéficient pas des mêmes budgets sur sol israélien que les municipalités juives. La mobilisation est estimée à 300 personnes, c'est faible. Gush Shalom travaille surtout sur l'information via la presse. Par des articles, ils essaient de montrer l'absurdité de l'occupation. Selon son représentant, l'exercice est difficile car la majorité des Israéliens considère les Palestiniens comme un sous-peuple. Le racisme est profondément ancré et c'est une donnée avec laquelle il faut absolument compter. Leur force de mobilisation se limite également à une centaine de personnes...



Ramallah, 28 décembre 2002

La matinée se déroule dans le cadre du Forum Social sur la Palestine. Le Forum est malheureusement coupé de sa base. C'est surtout une rencontre entre ONG, fonctionnaires, intellectuels de la place. Mais il n'a de loin pas l'ampleur ou le côté populaire du Forum social européen de Florence ou du Forum social mondial de Porto Alegre.

L'après-midi commence par une manifestation dans les rues de Ramallah pour dénoncer les colonies dans les territoires et les incursions quotidiennes de l'armée. Nous nous arrêtons quelques instants à la Muqata'a de Yasser Arafat où nous ne découvrons que des ruines...seule une aile est restée debout. Le reste n'est que spectacle de désolation : tout a été rasé par les bulldozers, le béton s'est aplati, recourbé sous la violence des machines.



La fin de la manifestation nous permet de dialoguer avec des jeunes Palestiniens qui viennent vers nous pour savoir ce que nous faisons ici. C'est la première fois que nous assistons à ce besoin de parler, de témoigner de la situation qu'ils subissent. Ils nous demandent invariablement ce que nous connaissons de la Palestine et de la situation politique avant de venir. Ils désirent savoir comment les médias relaient l'information. Ils ne nous demandent pas grand chose, juste de témoigner de ce que nous voyons ici. Le jeune avec lequel nous parlons condamne les attentats en Israël, mais nous dit que ce qui se passe au quotidien dans les territoires occupés, c'est vraiment cela le terrorisme.

En quittant Ramallah, nous traversons une zone emplies de lacrymogènes, des

affrontements ont lieu entre des enfants du camp de Kalandia et l'armée israélienne qui lance des gaz et tire avec des balles en caoutchouc. En raison de ces affrontements, le check point est fermé, de nombreux Palestiniens attendent une ouverture hypothétique du barrage. L'armée nous propose de passer. Nous refusons tant que les Palestiniens sont bloqués. Un militaire parlant français nous crie, « bienvenue dans mon pays, regardez ces Palestiniens, le peuple le plus assisté du monde ! ».

Gaza, 29 décembre 2002

Nous partons pour Gaza. Nous sommes un groupe de 23 personnes, formé par les Marseillais, les Parisiens et les Suisses. La route qui relie Jérusalem à Gaza nous permet d'apercevoir les villages dont les habitants ont été expulsés en 1948 et les très nombreuses colonies israéliennes perchées sur le haut des collines. Les colonies sont reconnaissables à leurs toits de tuiles rouges. Lorsque nous atteignons la plaine israélienne, nous longeons de nombreux champs cultivés et irrigués. Il y a beaucoup à dire sur cette irrigation basée essentiellement sur des sources d'eau sises dans les territoires palestiniens de Gaza, de Cisjordanie ou sur le Golan. Gaza est un exemple : sur les 32 puits, seul $\frac{1}{4}$ sont encore contrôlés par les Palestiniens, le reste a été confisqué par les Israéliens qui construisent toujours les colonies sur des sites stratégiques, tant du point de vue géographique qu'aquifère. Sachant que les Palestiniens ont l'interdiction formelle de construire de nouveaux puits, on peut aisément imaginer ce que cette confiscation de ressources naturelles peut impliquer.

Nous arrivons à Erez, le check point probablement le plus « moderne ». Les internationaux n'ont pas le droit d'emprunter le même chemin que les Palestiniens qui traversent la frontière par un passage qui ressemble à un couloir à bestiaux. Nous entendons de temps en temps les hurlements des soldats israéliens qui interpellent les rares Palestiniens qui entrent ou sortent de la bande de Gaza. Les 24'000 Palestiniens de Gaza qui travaillaient en Israël ont été

remplacés par de la main d'œuvre étrangère, notamment asiatique.

Pour nous, pas de problème, les passeports sont contrôlés et nous recevons un tampon d'entrée à Gaza qui ne présage rien de bon pour la sortie d'Israël à l'aéroport de Ben Gourion.

Dès notre arrivée dans la bande de Gaza, nous nous rendons à l'hôpital de Jabalya, camp de réfugiés de 48, à côté de la ville de Gaza.



Ce camp est peuplé de 250'000 habitants. L'hôpital, largement financé par la communauté européenne et certains pays arabes, ne compte que 42 lits... il est bien équipé, mais malheureusement sous dimensionné pour un camp de cette taille qui subit régulièrement les incursions de l'armée israélienne et voit de nombreuses manifestations dégénérer. De très nombreux enfants sont hospitalisés, notamment pour des blessures par balles. En 2002, 1'000 patients ont été admis pour des blessures provoquées par l'armée israélienne, 300 avaient moins de 18 ans.

Nous nous rendons ensuite à Beit Lahiya où nous visitons un paysan palestinien producteur de fraises et sa famille. Il se trouve aux confins du camp et est entouré de colonies. Une partie de ses champs ont été labourés par les bulldozers.



Le local d'entrepôt des produits agricoles a été démoli et de nombreux oliviers ont été arrachés.



Certaines de ses serres ont été également saccagées.



Ces destructions permettent aux Israéliens de créer un no man's land entre les premières habitations palestiniennes et les colonies. De nombreux miradors encerclent la zone et s'y promener peut être fatal. Ce paysan est dans l'impossibilité de remettre des cultures sur les terrains détruits. C'est donc une confiscation de fait de ses terres. Quelques-unes de ses cultures sont encore en place. On y constate le soin qu'il y apporte.



Après une courte entrevue avec le directeur du PCHR à Gaza, nous nous rendons à Khan Younes. Nous devons, comme tous les Palestiniens, prendre l'ancienne route qui longe la mer. La belle route qui traversait en longueur la bande de Gaza n'est pas utilisable, elle est fermée par les soldats israéliens. De nombreuses colonies occupent 40% de cette bande déjà si minuscule. A chaque fois, des no man's land sont mis en place et comme toujours, ceci implique la destruction des cultures et l'interdiction de construire. Pourtant, cette terre est, de l'avis des Palestiniens, extrêmement fertile. Les colonies de la bande de Gaza se sont étendues de plus de 30% en une année. 70% des colons de cette région sont originaires de France. Chaque fois qu'une route construite pour les colonies croise une route palestinienne, un check point est mis en place. C'est le cas du check point de Kfar Dabous qui pourrit la vie des Palestiniens. Il est régulièrement fermé et est constitué de deux postes, distants d'environ 500 mètres. Dans cette zone, il est absolument interdit de sortir de sa voiture. Malheur à celui qui tombe en panne. Pour compliquer les choses, les Israéliens ont posé des blocs sur les côtés de la route pour empêcher voitures et camions de faire demi-tour en cas de fermeture de check point. Tout Palestinien sait qu'il faut avoir de quoi manger en cas de blocage qui peut durer plusieurs heures, voire plusieurs jours...

Khan Younes, 29 décembre 2002

Khan Younes est une ville située dans le sud de la bande de Gaza. Elle est un peu oubliée de tous et transpire la misère. Notre première action est de nous rendre

avec notre coordinateur palestinien au check point de Tufah qui est un des plus hermétique de la Palestine. Quand nous arrivons vers 15h00, il est en effet fermé et une vingtaine de personnes, principalement des femmes et des hommes âgés, attendent assis par terre depuis le matin.



Une des femmes porte dans ses bras un enfant de 1 mois qu'elle a amené pour un contrôle à l'hôpital. Tous ces gens habitent à Al Mawasi, village coincé entre la mer et les colonies.



Pourquoi ces gens ne peuvent-ils pas passer ? Il est difficile de répondre, car les règles de passage changent au gré de l'humeur des soldats. Aujourd'hui, les femmes de moins de 40 ans et les hommes de moins de 35 ans ne sont pas autorisés à franchir le check point. Pourtant il y a des gens plus âgés qui sont bloqués. 5 internationaux se dirigent vers les militaires en brandissant leurs passeports. La négociation, qui durera 3 heures, commence. Les militaires, très énervés par la présence d'internationaux, sont tout d'abord intransigeants. Enfin, ils demandent de voir les papiers des palestiniens pour étudier chacun des cas.

Ceux-ci acceptent. On apprend qu'ils autorisent 14 personnes sur les 18 à passer. Parmi les refoulés, 3 femmes (dont celle avec le bébé) et un homme. Lorsqu'ils arrivent en vue des militaires, ceux-ci changent de comportement, commencent à hurler, à insulter les Palestiniens qui attendent déjà depuis de nombreuses heures.

Suite à ce premier passage, nous relançons la négociation pour faire passer les 4 derniers. Deux femmes et le bébé peuvent finalement passer, mais une jeune femme et l'homme sont définitivement refoulés. La raison : ils ont potentiellement eu des contacts avec des potentiels futurs terroristes... les deux femmes qui passent sont heureuses, mais en même temps extrêmement inquiètes. La nuit est tombée et elles vont devoir traverser à pied des zones sombres, le long des colonies où règne la terreur des milices privées...

Camp de Khan Younes, 30 décembre 2002

Chaque jour, c'est le même tableau qui peut être vu à Tufah. Ceci à cause de quelques colonies, très peu peuplées, qui font régner la terreur. Le village de Al Mawasi et les autres sont peuplés de 6'000 Palestiniens. Ils sont coupés par une large bande habitée par 1'000 colons qui les sépare de Khan Younes, peuplée de 250'000 Palestiniens. Ces derniers n'ont pas vu la plage depuis 2 ans. Une des colonies est d'ailleurs habitée par un seul colon qui monopolise de nombreux soldats. Le camp de Khan Younes, qui est peuplé des réfugiés de 48, a une des densité la plus forte au monde : 60'000 habitants sur 2 km² ! Le camp est livré à lui-même car l'ONU ne le gère plus, elle assure le service minimum. La ville est dans un état de pauvreté énorme et le camp est en plus en partie en ruines, victime des incursions des chars israéliens et des tirs nocturnes quotidiens de l'armée et des milices.

Nous visitons les maisons qui sont à la lisière du camp de Khan Younes. Le spectacle est affligeant. Les maisons sont détruites ou criblées de balles, le sol est jonché de restes de maisons.



Les habitants de ces maisons n'osent plus y dormir et vont chez des cousins pour la nuit. La journée, ils y retournent mais n'occupent que le rez-de-chaussée, les étages sont bien trop dangereux.



Malgré ce spectacle de désolation, nous rencontrons des Palestiniens qui sont en train de retaper une maison et d'y adjoindre une annexe. Ils sont pourtant en première ligne et risquent d'être les prochains à voir leur maison démolie. Mais la force de rester, la volonté de montrer qu'ils ne bougeront pas de leur terres est plus forte que la raison.



Les enfants vivant dans ces zones sont choqués, marqués psychologiquement par la violence vécue au quotidien... tous les adultes s'accordent à dire que depuis 2 à 3 ans, la violence de la répression israélienne a atteint un niveau sans précédent.



Gaza – forum social

Le 30 décembre, le forum social s'est déplacé à Gaza pour traiter de la problématique de cette région, notamment de la confiscation des terres par les colons. Nous assistons à une conférence puis nous manifestons avec eux et nous rendons aux bureaux de l'ONU pour dénoncer la politique israélienne. Comme à Ramallah, nous constatons que le Forum est coupé de la base, nous ne sommes que 200 à manifester alors que la manifestation du lendemain dans les rues de Gaza pour fêter les 38 ans du début de la révolution réunit 70'000 personnes !

Nous quittons Gaza pour Rafah. Nous faisons pourtant encore halte à Khan Younes pour manifester à nouveau devant le check point de Tufah.



De nombreux internationaux sont présents et la presse également. Cette action fera la une des journaux palestiniens. Nous arrivons à faire ouvrir le check point et permettre à des camions de vivres, à une ambulance et à des personnes à pied de passer. Ceci se fait néanmoins à condition que les internationaux quittent les lieux.



Les check points deviennent petit à petit un élément du paysage, quelque chose qui se banalise. Nous nous surprenons à dire que ce n'est pas normal que le check point soit fermé, alors que ce qu'il faudrait dire c'est : « ce check point ne devrait pas exister ! ».



Rafah, 30 décembre 2002

Nous nous rendons à Rafah, ville à l'extrême sud de la bande de Gaza, faisant frontière avec l'Egypte. Nous sommes à nouveau nombreux puisque nous nous y rendons avec tous les internationaux et participants au Forum social. Nous sommes une centaine, ce qui a d'ailleurs comme conséquence d'exciter les enfants palestiniens et de provoquer une tension. Le coordinateur palestinien accepte la demande des habitants de Rafah de faire une manifestation et de s'approcher du mur qui sépare les dernières maisons palestiniennes de la frontière avec l'Egypte. Entre deux se trouve un no man's land contrôlé par les Israéliens.



Nous sommes dans un quartier qui vit très durement l'occupation israélienne et où la violence et la misère sont au rendez-vous. Une fois encore, nous voyons les traces de la présence israélienne. Façades de maisons criblées de balles, rues envahies par l'eau des égouts, les canalisations ayant été détruites par les chars israéliens. Lorsque les Palestiniens cherchent à réparer les canalisations, les soldats leurs tirent dessus. Ils ont pu bénéficier de la protection des

internationaux qui se font aujourd'hui également tirer dessus. L'eau stagne donc, formant un énorme cloaque. Nous n'imaginons pas à quoi cela peut ressembler en cas de pluie et en plein été !



Lors de ce passage, nous sentons une nette différence de comportement entre les enfants entre 8 et 18 ans et les adultes de 30 ans. Les premiers sont agités, excités, violents, perdus dans la misère du quotidien. Les plus âgés sont comme partout en Palestine, à la recherche de dialogue et d'oreilles attentives. Ils grondent les enfants qui mendient ou qui montrent des signes d'agressivité, mais il faut reconnaître que leur autorité n'est pas vraiment respectée. La méfiance qui se ressent envers nous est surtout liée au fait qu'ils pensent d'abord que nous sommes juifs ou que nous sommes des

informateurs pour le gouvernement israélien. De nombreux agents infiltrés israéliens agissent dans ces zones et leur travail a souvent mené à l'arrestation ou à l'assassinat de leaders palestiniens. Bien qu'ils comprennent ensuite les raisons de notre venue, les occidentaux sont néanmoins considérés comme des supporters de la politique israélienne...qui ne dit mot consent.

Quand nous voyons dans quelle misère et désespoir vivent les habitants de Rafah, nous ne pouvons que comprendre ce comportement en partie hostile. Malgré cela, nous décidons de revenir le lendemain, mais en plus petit groupe, afin de nouer le dialogue.

Rencontre avec une association du camp de Khan Younes

L'infrastructure du camp n'a pas bougé depuis 50 ans alors que celui-ci compte aujourd'hui 60'000 habitants ! Chaque jour des gens meurent ou sont bloqués aux check points. Le peuple palestinien ne cherche pas la violence, mais la pression qu'il subit au quotidien est trop forte et certains sont poussés au désespoir. Les colonies qui se trouvent autour du camp datent principalement des accords de Camp David lors de la signature de paix entre l'Egypte et Israël. La plupart des gens qui vivent dans ces camps espèrent encore rentrer dans leurs villages d'origine en terre israélienne. Certains ont encore la clef de leur maison qui a, selon toute probabilité, été rasée depuis bien longtemps. Ils ne souhaitent pas chasser les Israéliens qui habitent maintenant dans ces régions, mais pouvoir y vivre également. Ils ne se sentent pas chez eux à Gaza, mais plutôt les invités de l'autorité palestinienne. Ils viennent pour la plupart de la région de Jaffa. Ils nous expliquent que même les terres inexploitées en Israël ne peuvent être achetées par des Palestiniens. Leur message est le suivant : « nous voulons un retour aux frontières de 67 et la possibilité de revenir en Israël et y vivre en paix ». Malheureusement, Israël tenant coûte que coûte à un Etat juif, leur rêve n'est en partie pas réalisable.

Rencontre avec un assistant social de « Médecins sans frontière »

Il vient nous rencontrer notamment pour nous remercier des actions menées au check point de Tufah. Il dit que cela soulage quelque peu son esprit car il se sent, comme la plupart des Palestiniens de la région, abandonné par le reste du monde. Ainsi les populations de Khan Younes et de Al Mawasi ne sont pas oubliées. Son travail au quotidien est entravé par les trop nombreux check points à franchir. MSF est un des seuls acteurs autorisés à se rendre à Al Mawasi, cette bande de terre coincée entre les colonies et la mer. Une des choses les plus pénibles sont les humiliations quotidiennes des Palestiniens tant par l'armée que par les milices. Aucune ambulance n'a le droit de franchir un check point. L'échange se fait au milieu, le blessé étant transféré d'un véhicule à l'autre. Bien pire que cela, c'est le blocage des ambulances pendant plusieurs heures, les blessés y meurent parfois, les femmes accouchent souvent sur place.

Aéroport de Gaza, 31 décembre 2002

L'aéroport entièrement financé par la communauté internationale a été détruit en 2001. La tour de contrôle et la piste ont été mises hors d'usage, seul le bâtiment lui-même est intact. Le système électronique de la piste d'atterrissage a entièrement été arraché par les bulldozers qui ont labouré le sol, tout est à refaire.



Les invités d'honneur d'Arafat atterrissaient sur cet aéroport qui a été fonctionnel une seule année pour les civils.

Les dégâts sont estimés à 10'000'000 de dollars.



Rafah, 31 décembre 2002

Nous visitons tout d'abord un quartier agricole de la périphérie de Rafah. La famille que nous rencontrons possède des serres de tomates qui sont une fois de plus entourées d'un large no man's land créé au détriment de leurs champs. Au loin, nous voyons Khan Younes qui était avant atteignable en 5 minutes en voiture. Mais la route a été fermée et il faut maintenant trois quarts d'heure à une heure pour relier les deux villes.



Il y a une semaine, les israéliens ont construit un mirador depuis lequel la milice d'une colonie tire sur toute personne qui s'aventure sur le no man's land. Mais ils ne se gênent pas non plus de tirer sur les serres où sur la maison dans laquelle habitent les agriculteurs.



Les produits agricoles sont vendus tant dans les territoires palestiniens qu'en Israël. Les Israéliens ne paient pas à l'avance et quelque fois, les produits sont bloqués 4 jours à un check point. Les produits sont alors refusés et non payés. Plusieurs maisons de la région ont été détruites. 13 autour des nouvelles colonies et 5 autour de cette famille paysanne. Ce no man's land protège une route de colons. Tout a été détruit sur une zone de 1km sur 400 mètres de large. Certains d'entre nous s'approchent pour mieux voir la zone et dans la seconde qui suit, des tirs fusent depuis le mirador. Plusieurs réservoirs d'eau se trouvaient dans cette zone et ont été détruits. Celui qui reste est régulièrement pris pour cible. Comment arroser encore les tomates sous serres ?



Bloc G, Rafah

Nous nous rendons dans le même quartier que la veille, à la frontière de l'Egypte. Nous passons par des rues étroites où des sortes de barrages faits de bidons placés en quinconce bloquent la moitié de la largeur de la rue. Nous apprendrons plus tard que c'est pour que les enfants puissent jouer tout en étant protégés des tirs provenant des positions israéliennes. Les tirs fusent de manière régulière, nous entrons dans une maison à moitié démolie, qui tient à peine debout. Le char est visible, il n'est pas bien loin et tire quelques rafales d'intimidation. Toute la zone est dévastée, 40 maisons ont été démolies ici-même.



500 personnes vivent dans ce quartier, à proximité immédiate du mur qui sépare la Palestine d'un no man's land. Les destructions ont commencé avec la 2^{ème} Intifada mais se sont paraît-il accentuées ces derniers mois. 18 jeunes ont été tués dans ce quartier et 70 autres ont été blessés. Dans l'ensemble du quartier, c'est près de 100 maisons qui ont été détruites.



Ramallah, 1^{er} janvier 2003

Nous avons la possibilité de rencontrer Yasser Arafat. Depuis plusieurs mois,

Yasser Arafat ne peut plus sortir de la Muqat'a, les hauts bâtiments qui l'entourent sont occupés par les Israéliens qui peuvent tirer sur tout ce qui bouge.



Il nous parle surtout de l'isolement dans lequel la Palestine vit depuis de long mois. Pour lui comme pour de nombreux autres Palestiniens ou Israéliens, la guerre en Irak peut radicalement changer la situation dans tout le proche Orient. Ceci ne présage rien de bon pour la Palestine. Il a un sentiment profond d'injustice quant à la manière dont se comporte la communauté internationale. Il y a deux poids deux mesures : entre les sanctions infligées à l'Irak et la non réaction par rapport à Israël, ou entre la vague d'émotion qu'a suscité la destruction des bouddha de Baniyan et l'indifférence dans laquelle de nombreux lieux saints tant chrétiens que musulmans sont détériorés, voire détruits. Il nous montre également un rapport d'une ONG américaine qui dénonce l'utilisation, par l'armée israélienne, d'armes à l'uranium appauvri.

Jayous, 2 janvier 2003

La mission retourne à Jayous, village de 3000 habitants qui se situe dans le district de Qalqiliya, au nord-ouest de la Cisjordanie. Ce village a le malheur de se trouver sur la passage du mur qui va séparer Israël des territoires palestiniens. A cet endroit, le mur forme un « S » et entoure littéralement le village. Sur les 1200 ha que possède le village, seuls 300 resteront du bon côté du mur. Les $\frac{3}{4}$ deviendront, selon toute probabilité, inaccessibles pour les paysans.



Une porte sera normalement construite au niveau du village de Jayyus pour pouvoir franchir le mur. Mais une autorisation sera nécessaire. Celle-ci n'aura qu'une validité de 2 mois, renouvelable. Quand on voit comment fonctionnent les check points, on se fait à l'évidence que les paysans concernés feront peut-être leur dernière récolte en 2003... Malheureusement pour eux et pour toute la région, ces terres renferment également des stocks d'eau importants qui deviendront propriété des Israéliens. Cette politique d'appropriation des ressources naturelles n'est pas nouvelle ! L'eau doit maintenant être achetée par les Palestiniens aux Israéliens puisqu'ils n'ont pas le droit de creuser de nouveaux puits ou de construire des réservoirs.



Pour bâtir le mur, une tranchée de 50 mètres, véritable saignée dans le paysage, a été réalisée. Dans le village de Jayous, 5000 oliviers, dont certains âgés de plusieurs centaines d'années, ont été arrachés. De très nombreux orangers et citronniers ont bien sûr subi le même sort.



Pour le village comme pour ceux des alentours, c'est une véritable catastrophe sociale, économique et environnementale. Les paysans vivaient ici en bonne harmonie avec la nature. Toute l'activité de ces villages tourne autour de la production agricole. Les villes environnantes bénéficient d'ailleurs également de ce dynamisme puisque des marchés se tiennent régulièrement. Ceux-ci génèrent de nombreuses activités annexes. Socialement, les habitants ont depuis de très nombreuses générations construit leur vie familiale autour de la production d'huile d'olive et d'agrumes. Non seulement l'arrachage de ces arbres provoque des conséquences dramatiques sur le plan économique, mais c'est tout un mode de vie qui est anéanti. Trois frères de Falamyra (un village voisin) et leurs familles, qui possédaient 10 ha de terre, se retrouvent qu'avec 0,4 ha à se partager. Cela ne leur permettra même pas d'assurer leur auto-alimentation. Cette famille a vu 600 de ses oliviers et 300 de ses citronniers tomber sous le coup des bulldozers. Ce drame se passe sous leurs yeux, au quotidien. Lorsque nous discutons, nous n'entendons plus vraiment les bruits de la nature, ceux-ci sont étouffés par le

vacarme continu des pelleteuses... il faut bien sûr rappeler ici qu'aucune indemnité pour la terre ou les arbres ne leur est proposée ! de toute manière, on nous répond invariablement que leur terre n'est pas à vendre et qu'il n'aurait de toute manière accepté aucun shekel.

Rencontre avec l'association « Jayous Charity Society »

Cette association, créée en 1980 par 15 personnes du village, mène des actions dans différents domaines tels que le social, l'éducation, l'agriculture. Un jardin d'enfants a été ouvert et près de 150 enfants le fréquentent. Cette association travaille également avec les jeunes et les éveille à la politique. Depuis deux ans, il y a un regain de mobilisation de la part de la population, mais de nombreux projets sont bloqués par les événements. Néanmoins, ils cherchent à développer des projets d'assainissement, de plantation d'arbres, de formation d'enseignants.

En signe d'affirmation de leur existence, ils replantent des arbres de l'autre côté du mur, ce sont des actions symboliques puisqu'ils sont presque sûrs qu'ils seront arrachés dans les jours qui viennent.



Les habitants de Jayous étaient même prêts à accepter le mur, pour autant que celui-ci suive la frontière de 67. Or, il y a des zones où il se trouve à 6 km à l'intérieur des terres palestiniennes ! Les humiliations des paysans ont lieu au quotidien. Certaines récoltes sont interdites sans raison, des paysans sont chassés en plein labeur de leur terre, des champs sont dynamités, 200 ha ont déjà été dévastés...

Que reste-t-il aux agriculteurs comme alternative ?

Jayous, 3 janvier 2002

Dès l'aube, nous nous préparons à accompagner quelques agriculteurs qui désirent simplement se rendre dans leurs champs, mais qui sont régulièrement stoppés par la milice du mur ou l'armée. C'est un vendredi et la pluie menace, ce qui explique une activité quelque peu ralentie sur le plan agricole. Nous avons néanmoins l'occasion de nous séparer en 2 groupes. Le premier part en tracteur avec trois paysans qui vont travailler dans leurs serres au delà du tracé du mur. Le deuxième accompagne une famille et l'aide à la plantation d'une cinquantaine d'oliviers.



Nous sommes à une cinquantaine de mètres du chantier du mur.

Sur les 20 ha que possède la famille, seuls 5 ha demeurent du bon côté du mur. Lorsque nous plantons les jeunes plants sur les quelques hectares restants, sur le flanc d'une colline, la milice arrive et annonce au père de famille que le chantier aura besoin de 20 mètres supplémentaires ! Malgré tout, avec courage, ils poursuivent leur plantation. Un chiffre pour mesurer le drame de ces arrachages : pour donner un bon rendement, un olivier doit, dans cette région, atteindre l'âge respectable de 30

ans. De nombreux arbres arrachés avaient plus de 200 ans !!!

Qalqiliya, 3 janvier 2003

C'est une ville de moyenne importance, chef lieu du district. Nous nous y rendons pour découvrir le mur érigé. Ce n'est pas le définitif puisqu'il lui manque encore les routes de sécurité de part et d'autre ainsi que les caméras de surveillance et les barbelés. Néanmoins, il fait impression.



Il est imposant et nous laisse sans voix.



Il mesure 8 mètres de haut et nécessite plus de 50 mètres d'emprise au sol. Lors de notre promenade, nous rencontrons un jeune Palestinien au regard triste et désabusé. Il est en train de s'occuper de cultures qui se trouvent à 5 mètres du mur. A côté, des serres en plastique sont cultivées. Les militaires lui ont annoncé qu'ils allaient prendre 40 m de large sur ses parcelles pour des raisons de sécurité. Adieu culture, adieu serres, adieu activités agricoles.

Jerusalem, 4 janvier 2003

Cette demi-journée est consacrée à la thématique des colonies et plus largement

à la politique israélienne d'occupation des terres.

Rencontre avec Jeff Halper, du « comité israélien contre la démolition des maisons ».

C'est une coalition qui regroupe des organisations pour les droits humains et des pacifistes. Elle a été mise en place il y a 7 ans, sous le règne de Benjamin Netanyaou. Le but était de passer de la simple protestation à la résistance active. De nombreuses collaborations avec des organisations palestiniennes ont eu lieu.



Depuis plus de 100 ans, Israël déplace les Palestiniens au gré des politiques. En 1948, plus de 400 villages palestiniens ont été démolis sur tout le territoire israélien. Ceci n'a pas eu lieu pendant la guerre mais bien après. Depuis 1967, cette politique de destruction s'est développée sur les territoires palestiniens. Plus de 10'000 maisons ont été démolies depuis 1967 dans l'optique de déplacer les Palestiniens vers l'est ou de les confiner dans des îlots de terre contrôlés par l'armée israélienne. Un message clair leur est ainsi transmis : « tu ne peux ni rentrer chez toi en Israël, ni trouver refuge dans les territoires palestiniens ».

Pour Israël, il est difficile de créer des bantoustans du type de ceux qui existaient en Afrique du Sud tant qu'il n'existe pas, en parallèle, d'Etat palestinien. En effet, dans ce cas de figure, Israël risquerait d'être mise au ban des nations pour apartheid déclaré ce que, bien sûr, elle ne souhaite pas. Son but est de créer lentement ces bantoustans, de manière discrète, et de permettre aux Palestiniens de se créer un Etat et une identité, même illusoire. En créant des colonies qui forment de grands blocs, Israël peut se permettre de contrôler la Palestine tout en

lui offrant un Etat...C'est dans ce cadre que le Grand Jérusalem a été pensé. Celui-ci permet de couper la Cisjordanie en 2 blocs. Le but est donc de maintenir le contrôle sur la population, tout en cédant sur le principe d'un Etat palestinien. Cette séparation de la Cisjordanie, rendant la Palestine complètement dépendante d'Israël (aujourd'hui 50% de l'économie palestinienne dépend d'Israël), permet de laisser 58% de la Cisjordanie aux Palestiniens en présentant cela comme un cadeau. Une première île palestinienne serait « offerte » autour de Naplouse et encerclée par la colonie d'Ariel, la Vallée du Jourdain et le mur. Cette première zone serait forcée de commercer avec le nord d'Israël, car déconnectée des autres zones palestiniennes. Une seconde île serait développée autour de Ramallah, entourée de la colonie d'Ariel, du Grand Jérusalem et de la Vallée du Jourdain. La troisième se situerait autour d'Hébron. Toutes ces îles seraient dans l'obligation matérielle de commercer prioritairement avec Israël. Cette politique de morcellement était la base du gouvernement d'unité nationale qui regroupait le Likoud et les Travailleurs. Le seul désaccord entre les deux partis est celui de la taille de ces bantoustans. Les Travailleurs veulent que toutes les zones soient laissées aux Palestiniens, sauf celles déjà colonisées, permettant ainsi la création de bantoustans plutôt grands. A leur avis, ce schéma aurait reçu l'accord de la Communauté internationale. De son côté, le Likoud affirme que le monde veut simplement la proclamation d'un Etat palestinien, qu'il soit viable ou non. Il est donc pour eux inutiles de rendre des terres. Seules les zones A et B ainsi que Gaza peuvent être rendues aux Palestiniens. Les zones C doivent, par contre, permettre l'extension du contrôle territorial israélien ou des colonies. Si Gaza peut être rendue dans son intégralité aux Palestiniens, les routes et les colonies de la Cisjordanie ont une telle importance dans la politique israélienne de contrôle du territoire qu'elles ne peuvent en aucun cas être cédées par le Likoud.



La pierre d'achoppement de cette politique très étudiée, est de trouver un leader palestinien prêt à accepter d'être à la tête de ces bantoustans sans avenir, en échange d'un pouvoir, même artificiel. En parallèle, une politique de transfert de la population palestinienne a lieu au quotidien. Ce n'est bien sûr pas une déportation de masse, mais l'humiliation quotidienne qui pousse les gens à quitter leur terre. Les premiers à avoir cédé sont les chrétiens et la classe moyenne. Les uns surtout à cause du fait qu'ils ont des réseaux en Occident qui sont prêts à les accueillir et les soutenir, les autres simplement parce qu'ils sont aisés et peuvent envisager un exil. L'exemple de Beit Jala, à côté de Bethléem, est impressionnant : 10'000 habitants y vivent encore aujourd'hui, mais 15'000 se trouvent déjà au Chili. Ceux qui restent, envers et contre tout, enracinés à leur terre à l'image de leurs plantes, ce sont les paysans. L'inquiétude des pacifistes israéliens est que la guerre en Irak permette d'accélérer le mouvement de transfert en sélectionnant quelques milliers de personnes « clefs » et en les déportant silencieusement. Sans ces personnes, il serait alors plus facile d'imposer les bantoustans.

Une autre inquiétude des pacifistes israéliens est la quasi certitude que certains leaders palestiniens seraient prêts à collaborer en échange du pouvoir. Un certain angle de manœuvre existe pour convaincre les palestiniens. La question est de négocier tout en perdant le minimum. Selon Jeff Halper, Israël pourrait céder la Vallée du Jourdain, réduire la colonie d'Ariel et donner un bout du nord de Jérusalem et la région d'Hébron. Mais le gros problème restera le Grand

Jérusalem qui s'étend jusqu'à la mer morte. Les Israéliens pourraient même céder un bout de Jérusalem ville si cela leur permettait de garder le Grand Jérusalem. Jusqu'à quel point alors doit-on exiger, au sein des mouvements pacifistes, la création d'un Etat palestinien si celui-ci est un Etat bantoustan ? Ne cautionne-t-on pas l'apartheid ?



Certaines voix se font entendre au sein de l'OLP pour changer de tactique et dire à Sharon : « tu as gagné, nous ne revendiquons plus d'autonomie pour la Cisjordanie, mais nous exigeons les mêmes droits pour les Palestiniens que pour les colons ! ». Israël craint ce genre de discours, car elle devrait inmanquablement déclarer l'Etat d'apartheid. Le gros défaut de cette potentielle nouvelle stratégie est qu'elle abandonne le principe d'auto-détermination du peuple palestinien.

Visite des colonies

Avant 1967, 90% de la Jérusalem actuelle n'existait pas. Ceci remet un peu les pendules à l'heure par rapport au discours de la « Jérusalem historique ».



Les colonies autour de Jérusalem répondent à deux grands principes : incorporer un maximum de terres non construites pour développer les colonies et ensuite couper les échanges entre Palestiniens. Posséder le maximum de territoire en ayant le minimum de Palestiniens autour.

1/3 de Jérusalem est occupée par des colonies, sans compter les occupations sises en vieille ville. 54% de Jérusalem sont interdits de construction pour tout Palestinien. Ce sont des « zones vertes », des zones déclarées nature. Tous les nouveaux immeubles ont des ordres de démolition alors que 25'000 logements manquent pour la population palestinienne de Jérusalem. D'ailleurs, 70% des Palestiniens de Jérusalem vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ils sont alors poussés à quitter les limites de Jérusalem, mais perdent par le même biais leur autorisation d'établissement à Jérusalem. Ceci a de très grosses conséquences, puisque c'est un laisser-passer pour tout le pays, un vrai trésor. La planification du territoire est la colonne vertébrale de la politique israélienne !

La Jérusalem métropolitaine, déjà planifiée sur papier, intègre la région de Ramallah et le développement des colonies dans cette zone, avec tous les contrôles inhérents. Les by-pass roads, interdites aux Palestiniens, sont la concrétisation du réseau de colonies mis en place. Les routes et les colonies deviennent des faits accomplis qu'on finit par accepter comme faisant partie du paysage...

Selon Jeff Halper, 85% des colons sont d'abord des colons économiques et non idéologiques. En effet, vivre dans une colonie a de nombreux avantages. Les habitants sont exonérés ou paient moins d'impôts. Toutes ces colonies ont été construites pendant les accords d'Oslo, illustration s'il en faut qu'Israël n'a jamais voulu réellement rendre leurs territoires aux Palestiniens. Pour le gouvernement israélien, le principe du gel des colonies n'est pas un réel problème, car la majorité des terres a déjà été annexée. Les terres entre Jérusalem et Ma'aleh Adumim ont été annexées sous Barak et permettent de contrôler, par un étroit passage, tout le flux

de circulation entre le nord et le sud de la Cisjordanie. C'est pourquoi, lorsque Barak a proposé de rendre 95% de la Cisjordanie ce n'était qu'un leurre puisque les 5% restants étaient la clef de l'indépendance ; les palestiniens ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Ce qui est bien plus important pour stopper la construction des colonies, c'est de geler les infrastructures routières.

Pour 2003, Israël a demandé 15 milliards de dollars d'aide aux Etats Unis, au lieu des 3 à 4 milliards habituels, en raison de l'état de guerre. Les 15 milliards se répartissent comme suit : 2 milliards sont les habituels montants consacrés aux efforts militaires, 4 milliards sont les extra en raison de la guerre, 2 autres sont pour des projets divers comme les infrastructures et 8 autres sont des garanties à long terme...les lobbies sont puissants et bien présents et assurent à Israël la continuité de sa politique d'occupation. Un des derniers Etats colonisateurs au monde a l'assurance de recevoir le soutien logistique et moral des USA, puisqu'un peu plus de 10 milliards d'aide lui ont été pour finir accordés...

Valentina , février 2003